

Inde : la classe moyenne contre la démocratie ?

Christophe Jaffrelot
CERI
Consultant permanent au CAPS

février 2014

La croissance de l'économie indienne - à presque deux chiffres dans les années 2000 - a favorisé l'essor d'une classe moyenne sans précédent. Cette catégorie sociale qui représente environ 20% de la société indienne¹ porte assez mal son nom tant elle s'apparente à une élite du fait de ses revenus et de la place qu'y occupent les hautes castes. Il s'agit en fait de la couche supérieure de la société située juste sous la fine pellicule des super-riches.

Cette classe moyenne a fait irruption sur la scène publique indienne au début de la présente décennie à la faveur de deux mobilisations de masse. La première, en 2011, animée par un activiste sur le modèle gandhien, Anna Hazare, visait à dénoncer la corruption au sommet de l'État. La seconde, en 2012, fut une protestation plus spontanée encore, contre le viol et l'assassinat d'une jeune étudiante à New Delhi. Ces mobilisations reflétaient un désir de « bonne gouvernance », y compris en termes sécuritaires, à l'heure où les femmes éduquées exercent de plus en plus une activité professionnelle les exposant à des agressions en tous genres.

EXASPÉRATION ET QUÊTE D'ALTERNATIVES

La culture politique de la classe moyenne ne permet pas de l'associer de manière univoque à un parti. Lors des élections générales de 2004 et 2009, elle a soutenu le Parti du Congrès dont la politique de libéralisation économique favorisait la croissance en général et les secteurs de l'industrie et des services – donc la classe moyenne urbaine – en particulier. Mais ses membres tendent aujourd'hui à communier dans une opposition grandissante au Congrès. A leurs yeux la réputation du parti a été durablement ternie par d'innombrables affaires de corruption. La classe moyenne reproche aussi au gouvernement de Manmohan Singh de ne pas avoir fait preuve d'une réactivité suffisante au moment où le taux de croissance fléchissait – il est passé sous la barre des 5% en 2013 - alors que cette classe, produit de la croissance, y est plus attachée que tout autre groupe. Par ailleurs, le mode de gouvernance du Congrès est perçu comme dépassé (ce qui va de pair avec la moyenne d'âge des ministres²) et « dynastique ». De fait, Sonia Gandhi, la présidente du Congrès, a promu son fils à la tête du parti et donc implicitement à la candidature au poste de Premier Ministre. Enfin, le gouvernement de Manmohan Singh a exaspéré la classe moyenne par son incapacité à lutter contre l'inflation (7% en 2013) et à défendre la roupie, qui a perdu un cinquième de sa valeur au cours de la même année – ce qui rend difficiles les voyages à l'étranger auxquels cette classe commençait à prendre goût. Enfin, le pouvoir (sous l'impulsion de Sonia Gandhi plus que de Manmohan Singh) a multiplié les subventions aux pauvres (telles que celles liées au *Right to Food*³) dans lesquelles la classe moyenne voit volontiers un populisme anti-économique aux visées électorales.

Une partie de la classe moyenne urbaine s'est donc détournée du Congrès pour soutenir un nouveau parti issu de mouvement d'Anna Hazare et dirigé par son ancien lieutenant, Arvind Kejriwal. Cette formation au nom lui aussi trompeur – Aam Admi Party, le Parti de l'homme ordinaire – a été fortement soutenue par la classe moyenne de New Delhi lors des élections régionales de novembre/décembre 2013 qui ont permis à Kejriwal de battre

Inde : la classe moyenne contre la démocratie ?

Sheila Dixit, une baronne du Congrès à la tête de l'Etat de Delhi depuis quinze ans, et de lui succéder à ce poste – avec le soutien du Congrès (prêt à tout pour faire barrage au BJP, le Bharatiya Jarrata Party, c'est-à-dire « le parti du peuple indien », arrivé en tête mais minoritaire). D'origine modeste, mais diplômé de l'une des institutions les plus prestigieuses de l'Inde, l'Indian Institute of Technology de Kharagpur (Bengale Occidentale), Kejriwal se réclame à la fois de l'héritage gandhien de moralité politique et du « sécularisme » de gauche (qui désigne en fait le respect des minorités religieuses). Son rejet de l'*establishment* va de pair avec un idéal de décentralisation et un éloge de la vie rurale, eux aussi très gandhiens, ainsi qu'avec une culture de la démocratie directe⁴, non exempt d'idéalisme – ou, pour ses détracteurs, de démagogie populiste.

Si le parti de Kejriwal est susceptible de faire de bons scores dans les mégapoles de l'Inde, il a sans doute perdu une partie de sa crédibilité à la suite des querelles intestines qui ont récemment déchiré son parti et, surtout, de la démission du gouvernement de Delhi, 48 jours après son intronisation. Certes, Kejriwal a jeté l'éponge pour un motif noble, en raison du refus du BJP et du Congrès de voter un texte que son parti, minoritaire, ne pouvait faire passer seul, le Lokpal Bill. Ce projet de loi visait à introduire une fonction nouvelle dans l'Etat de Delhi, celle d'un médiateur qui aurait été habilité à enquêter sur les responsables locaux (tant au sein du gouvernement que de l'administration) en cas de soupçons de corruption. Kejriwal a attribué l'attitude du BJP et du Congrès – probablement à juste titre - à la façon dont il avait cherché à faire inculper Mukesh Ambani, l'homme d'affaire le plus puissant du pays en raison des tarifs, à ses yeux prohibitifs, auxquels il vendait le gaz aux habitants de Delhi. Mais une partie de la classe moyenne a interprété cette démission comme un signe des difficultés que Kejriwal, s'il devenait une figure nationale, aurait à gérer un pays où les hommes d'affaires jouent un rôle de plus en plus important... et où les hommes politiques désirant garder les mains propres sont condamnés à l'opposition. De fait, le répertoire gandhien dit de « moralpolitik » est surtout bien adapté pour mobiliser dans la rue mais n'est d'aucune aide pour gouverner.

Si une partie de la classe moyenne reste derrière Kejriwal, une autre, que l'on rencontre autant dans une métropole comme New Delhi ou Mumbai que dans les grandes villes des provinces, soutient davantage le BJP et plus précisément le candidat du parti pour le poste de Premier Ministre aux élections générales du printemps 2014, Narendra Modi, le chef du gouvernement du Gujarat depuis 2001. Modi, comme Kejriwal, a fait de la lutte contre le Congrès, ses pratiques corrompues et son ethos « dynastique », les thèmes phares de son discours. Mais il s'en distingue de bien des manières. Premièrement, son rejet de l'Etat et sa défense du secteur privé vont de pair avec une grande proximité avec les milieux d'affaires – qui financent une bonne partie de ses activités politiques. Deuxièmement, il souscrit à la version la plus radicale du nationalisme hindou, marquée au coin d'une opposition viscérale aux musulmans, soupçonnés de sympathies avec le Pakistan (Modi est devenu un héros pour les hindous les plus militants lors du pogrom de 2002 au Gujarat – et l'est resté). Troisièmement, Narendra Modi a mis en œuvre au Gujarat un mode de gouvernement autoritaire qui lui a aliéné certains leaders du BJP, y compris son prédécesseur à la tête de l'Etat, Keshubhai Patel, qui a créé son propre parti en 2012 (avant de revenir dans le giron du BJP en 2014).

CULTURE POLITIQUE ET TROPISME NATIONALISTE HINDOU

Le BJP de Narendra Modi exercera donc sans doute l'attrait le plus considérable sur la classe moyenne des villes grandes et moyennes de l'Inde lors des élections du printemps 2014. Cela s'explique par l'impact particulier de Narendra Modi qui promet de reproduire la trajectoire économique – remarquable – de son Gujarat natal ailleurs dans le pays. Mais l'attrait personnel de Modi ne doit pas être exagéré : un homme politique qui n'avait jusque-là qu'une stature régionale ne fait pas ainsi irruption sur la scène nationale sans l'intervention de facteurs plus structurels.

Inde : la classe moyenne contre la démocratie ?

Premièrement, au moment où Modi est l'homme des milieux d'affaires, la classe moyenne place ses espoirs dans le secteur privé pour relancer la croissance. Elle s'en remet d'ailleurs de moins en moins à l'Etat pour bénéficier de services de qualité : les villes nouvelles (comme Gurgaon, Lavasa ou Noida) où elle aime vivre ont souvent privatisé l'éducation, la santé, l'électricité et même la sécurité.

Deuxièmement, la culture politique et sociale de la classe moyenne, peut être qualifiée d'« illibérale »⁵, pour reprendre l'expression de Fernandes et Heller, en raison de son accent sur l'autorité et son goût pour le mode de gouvernance des grandes firmes. La classe moyenne prend en effet ses distances avec la démocratie parlementaire au nom de l'efficacité managériale dont elle gratifie le monde de l'entreprise. En 2008 déjà, une enquête d'opinion du CSDS a montré que 51% des personnes interviewées et classées parmi la couche supérieure de la société (qui coïncide largement avec la classe moyenne à l'indienne), étaient « tout à fait d'accord » avec la proposition suivante : « Toutes les grandes décisions engageant le pays devraient être prises par des experts plutôt que par des hommes politiques » (à ces 51% on doit ajouter les 29% qui étaient simplement « d'accord » avec cette proposition), tandis que les chiffres concernant les personnes appartenant aux « catégories populaires » étaient respectivement de 29% et 22%⁶. Cette enquête d'opinion prend tout son sens quand on sait que Narendra Modi, non seulement fait preuve d'autoritarisme, mais qu'en tant que cadre du mouvement nationaliste hindou ayant consacré sa vie à l'organisation dans sa dimension non partisane, il se définit aussi comme un Chef de gouvernement « apolitique » et que de grands patrons indiens le qualifient de « CEO » (*Chief Executive Officer*) du Gujarat – l'équivalent anglo-saxon de PDG.

Le discours de Modi présente ici bien des affinités avec la posture d'une classe moyenne de plus en plus exaspérée par l'immobilisme des dirigeants qu'elle attribue non seulement au caractère pusillanime de Manmohan Singh mais aussi, plus fondamentalement, au désordre qui règne au parlement. Il est vrai que la

Les carnets du CAPS

retransmission télévisée de sessions de la Lok Sabha (l'Assemblée du peuple, chambre basse du parlement), marquées par de véritables échauffourées au cours desquelles les représentants de la nation en viennent parfois aux mains, ne donne pas du système politique une image très reluisante. Cela a conduit le BJP à recommander la mise en place d'un régime présidentiel dans les années 1990, une idée qui a été reprise ensuite par des leaders du Congrès, y compris Shashi Taroor. Au sein de la classe moyenne, ce sens de l'autorité n'est pas gratuit, il doit servir l'efficacité économique qui reste la priorité d'une catégorie sociale d'autant plus éprise de croissance qu'elle sait, grâce à la diaspora notamment, à quoi ressemble la vie en Occident – et qu'elle n'aspire à rien d'autre comme en témoigne notamment la multiplication des « *shopping malls* » à la périphérie des villes⁷.

Troisièmement, ce goût pour l'autorité va de pair, dans la classe moyenne indienne, avec un sens des hiérarchies sociales qui porte aussi cette catégorie à voter pour le BJP. Ce parti a toujours été hostile à la politique de discrimination positive que menait le Congrès et d'autres formations régionales (et/ou de gauche) en faveur des castes inférieures⁸. Cela s'explique à la fois par son refus de diviser les hindous suivant des lignes de caste et par le fait que ses cadres et son électorat viennent traditionnellement des castes supérieures. Cette ligne politique présente de fortes affinités avec la valorisation du mérite par la classe moyenne, dont les familles sont censées élever leurs enfants dans le culte du travail – et qui ne cache pas son ressentiment lorsque des étudiants moins qualifiés bénéficient de quotas à l'université ou lorsque des candidats de basse caste sont recrutés dans la fonction publique sur des quotas de plus en plus importants. L'éloge du mérite dissimule alors un sens aigu de l'ordre social dont le BJP s'est fait l'apôtre.

Quatrièmement, ce sens de l'ordre s'accompagne d'un conservatisme social paradoxal. A côté de sa fringale de modernité occidentale dont témoigne sa frénésie de consommation, la classe moyenne manifeste un fort attachement aux valeurs familiales (d'où la persistance, en son sein, du modèle de la famille élargie et du mariage arrangé). Au-delà, une partie de la classe moyenne cultive

Inde : la classe moyenne contre la démocratie ?

un anti-progressisme dans l'ordre des mœurs, ce qui l'amène, par exemple, à soutenir les décisions judiciaires hostiles à toute reconnaissance de l'homosexualité. Le caractère illégal de cette dernière a été réaffirmé par la Cour suprême en décembre 2013. Cette approche est en harmonie avec celle du BJP qui milite explicitement pour la défense des traditions et notamment le maintien de la femme au foyer - où elle a vocation à être l'âme de la famille souche.

Enfin, la classe moyenne hindoue fait preuve d'une religiosité croissante. Celle-ci est particulièrement véhémement chez les bénéficiaires d'une ascension sociale récente qui cherchent à légitimer leur promotion en se montrant de bons hindous⁹. Mais on la rencontre aussi parmi des membres plus rassis de cette catégorie sociale, comme en témoigne l'essor maintenant ancien de sectes telles que les Swaminarayans. Ces mouvements rappellent certains courants du protestantisme en raison de leur capacité à allier dévotion et sens de l'entreprise capitaliste – ainsi que des formes de philanthropie rappelant l'évergétisme traditionnel. Cette forme de dévotion permet à une classe moyenne de plus en plus occidentalisée de se prévaloir de racines culturelles (même si sa pratique – et sa connaissance – de l'hindouisme sont parfois très sommaires). Cette attitude entre naturellement en résonance avec le nationalisme hindou du BJP qui cherche à ériger la culture de la communauté majoritaire en fondement de l'identité nationale.

CONCLUSION

Les facteurs structurels de rapprochement entre le BJP et la classe moyenne continueront sans doute à jouer en faveur de Narendra Modi s'il devient Premier ministre et si l'absence d'alternatives crédibles perdure (ce que risque de confirmer les résultats modestes de l'AAP aux élections). L'épuisement du Congrès n'est en effet probablement pas conjoncturel. La crise de leadership qu'il traverse – la première des hypothèses pesant sur le parti - ne trouvera sans doute de solution que si Rahul Gandhi laisse la place à sa sœur, Priyanka. A défaut, les cadres les plus capables du parti

Les carnets du CAPS

(à commencer par la jeune garde, faite de fils et de filles de ministres des années 1980) se rebelleront, feront scission ou quitteront la politique, bon gré mal gré. Les partis régionaux n'offrent pas d'options plus encourageantes. Certes, onze d'entre eux ont formé un front commun, mais cela ne leur donne pas une force de frappe électorale additionnelle puisque les formations qui y participent ne peuvent pas se partager les circonscriptions à l'avance, leurs bastions ne se trouvant pas dans les mêmes Etats. En outre, la classe moyenne n'apprécie ni le caractère dynastique des partis régionaux, ni le côté imprévisible de leurs *leaders* qui compromettent la stabilité d'une éventuelle majorité parlementaire sous leurs auspices.

Notes :

1. Ce chiffre repose sur les études du CSDS, de toutes les plus sérieuses. Le Centre for the Study of Developing Societies (Delhi) considère comme membres de la classe moyenne les personnes qui se disent telles et qui possèdent deux des quatre caractéristiques suivantes : (1) une fréquentation du système éducatif pendant dix ans au moins ; (2) la détention d'au moins trois de ces quatre objets : un véhicule à moteur, un poste de télévision, une pompe électrique et une terre non agricole ; (3) une maison en dur (en briques ou en ciment) ; (4) un emploi de col blanc.

2. L'Inde a bien souvent été dirigée par des vieillards (Morarji Desai est devenu Premier Ministre à 81 ans, Charan Singh à 77 ans, I.K Gujral et A. B. Vajpayee (2^e mandat) à 78, mais le décalage entre la jeunesse de la population indienne et le caractère gérontocratique de ses élites politiques n'a peut-être jamais été aussi grand. Manmohan Singh va quitter le pouvoir, ce printemps, à 82 ans et son ministre du travail, un portefeuille nécessitant une bonne connaissance des attentes de la génération arrivant sur le marché de l'emploi, était occupé jusqu'à son décès récent par Sis Ram Ola, âgé de 86 ans. L'âge médian du gouvernement est environ 62 ans.

Inde : la classe moyenne contre la démocratie ?

3. Le National Food Security Bill voté en septembre 2013 permet (en théorie) à 67% de la population d'acheter du riz et du blé à des prix subventionnés, pour un coût estimé à 19,5 milliards de dollars à la charge du budget de l'Etat.

4. Voir Arvind Kejriwal, *Swaraj*, New Delhi, HarperCollins, 2012.

5. Leela Fernandes et Patrick Heller, "Hegemonic aspirations. New middle class and India's democracy in comparative perspective" *Critical Asian Studies*, 38(4), 2006, p. 507.

6. CSDS, *State of Democracy in South Asia*, New Delhi : Oxford University Press, 2008, p. 236.

7. Sur le matérialisme de la classe moyenne, voir Pawan Varma, *Le défi indien*, Arles, Acte sud, 2006.

8. Dès les années 1990, le fait que le BJP ne soutienne pas la politique des quotas en avait fait le parti par excellence de « la révolte des élites » (Yogendra Yadav, Sanjay Kumar and Oliver Heath, « The BJP's new social bloc », *Frontline*, 16(23), November 1999, pp. 6-19. See <http://www.frontline.in/static/html/fl1623/16230310.htm>).

9. MinnaSaavala, *Middle-Class Moralities. Everyday Struggle over Belonging and Prestige in India*, Hyderabad, Orient Black Swan, 2010.